fr

Press release | 09.02.2010

UE-OGM

OGM/Barroso : info ou intox ?

Alors que des rumeurs font état d'une volonté du Président de la Commission José Manuel Barroso de relancer, très rapidement, le processus d'autorisation de la culture du Mais OGM Mon 810 (Monsanto) et de la pomme de terre génétiquement modifiés Amflora (BASF), les **Députés d'Europe Ecologie, Membres du Groupe des Verts/ALE Sandrine Bélier,** membre de la Commission Environnement du parlement européen et **José Bové, vice Président de la Commission Agriculture**, prennent acte des déclarations de la Porte-Parole du Président de la Commission européenne qui démentent toute velléité d'imposition de la culture de ces deux OGM en Europe.

Les députés d'Europe Ecologie restent toutefois inquiets de voir avant même l'investiture officielle du collège des commissaires, resurgir la problématique OGM, alors même que l'opposition de nombreux pays de l'Union avait très fortement marquée le précédent mandat de José-Manuel Barroso.

Pour **Sandrine Bélier**,***"Il n'y a pas de fumée sans feu. Il y a quelques mois, l'Agence européenne pour la sécurité alimentaire (EFSA) rendait un avis favorable à la réhabilitation du maïs MON810 - avis qui ne prend toutefois pas en compte les graves impacts sanitaires et environnementaux du MON810. Lorsque j'ai pointé du doigt cette lacune en commission en octobre dernier, Madame Geslain-Lanéelle, Directrice exécutrice de l'EFSA, avait alors préféré contourner le problème et éviter de répondre précisément".***

Et l'eurodéputée Europe Ecologie de conclure: ***"Aujourd'hui, on court le risque de bafouer sans vergogne le principe de précaution pourtant garanti par le Traité CE. La Commission nouvellement élue, et plus particulièrement son Commissaire à la santé John Dalli, devront garantir l'intérêt public européen et rester ferme face aux pressions industrielles en tout genre. Sinon, ce feu pourrait avoir des effets dévastateurs."***

José Bové déclare***:" le Président de la Commission ne peut pas se montrer si ouvertement aux ordres des intérêts privés des multinationales. La Commission doit répondre concrètement aux demandes très claires du Conseil Environnement du 4 décembre 2008 prise à l'unanimité des 27 pays de l'Union en particulier sur l'évaluation des impacts socio-économiques des OGM; c'est un enjeu de démocratie pour l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation en Europe!"***

Recommended

Press release



EU caves in to the fossil fuel lobby

19.11.2026

Press release

@Alex Johnson



[COP31 draft fails on fossil fuels]

19.11.2026

Press release

Photo by Hailey Tong on Unsplash



[EU fundamental values are not an ‘à la carte’ menu the…]

18.11.2026

Press release

Adriaan Ploegh



[MEPs urge to strengthen European defence innovation]

12.11.2026

Please share

- E-Mail